

Un collectif s'est monté sur trois départements pour contrer le projet

La perspective de retour en exploitation de la carrière d'Anglefort a provoqué de vives réactions. Dès le 21 janvier, un collectif réparti sur l'Ain, la Savoie et la Haute-Savoie s'est monté pour dénoncer un manque d'information préalable sur un projet discuté et contraire aux intérêts du Haut-Rhône.

Aujourd'hui structuré sous le nom d'association départementale du Haut-Rhône (AIHR), il s'inquiète d'un projet qui, au flanc du Grand Colombier, « couvre plus de 18 ha sur plus de 135 m de hauteur, le rendant visible à des kilomètres, et vise à l'exploitation de

300 000 t de matériaux par an pendant 30 ans avec toutes les nuisances corrélatives, bruit, poussière, trafic camion. Un projet en total désaccord avec la politique de développement économique du territoire Usse et Rhône qui vient tout juste de situer son volet industriel sur le plateau de la Semine et le volet touristique en pays de Seyssel ! »

Pour AIHR, la carrière est en totale contradiction avec les enjeux paysagers, environnementaux, de sécurité et de santé publique de la vallée du Haut-Rhône. « Nous en avons informé tous les élus des territoires concernés, députés, conseillers départementaux, pré-

sidents d'intercommunalités des dangers de cette entreprise. L'association est néanmoins pessimiste : « L'enquête publique est favorable au projet ! »

Par ailleurs, elle vient d'apprendre le tout frais projet de création d'une centrale d'enrobage (goudron) dans la zone sud de Seyssel, à deux pas du Rhône, impensable dans un secteur écologiquement très sensible. « De là à imaginer un lien entre les deux projets, il n'y a qu'un pas ! »

Une réunion publique est prévue jeudi 16 mars à 20 h à la salle des fêtes de Motz-Chateaufort.



Le site de la carrière au flanc de la montagne. Cliché fourni par AIRH.

La Tribune Républicaine, jeudi 16 mars 2017